

SYNTHÈSE HISTORIQUE DU CONFLIT SYRIEN

20 juillet 2012

LES ALAOUTITES. VOUS AVEZ DIT LES ALAOUTITES



Pour comprendre les enjeux de la guerre en Syrie, il est nécessaire de faire l'effort de comprendre qui sont les Alaouites et pourquoi ils suscitent une forte hostilité religieuse de la part des musulmans sunnites, plutôt que d'écouter passivement les déclarations de nos idiots officiels, BHL en tête, qui ne voient dans la chute promise de Bachar El-Assad que celle d'un tyran.

En effet, nos « idiots officiels » nous empêchent de voir que la guerre civile en Syrie est une guerre menée par les Sunnites de Syrie soutenus par les Sunnites du Golfe contre les Alaouites et non pas une guerre visant à promouvoir les Droits de l'Homme en Syrie. Pour cela, ils nous cachent que le pouvoir de la famille El-Assad n'est pas exclusivement celui d'un clan familial, **mais avant tout celui d'un groupe religieux et ethnique, les Alaouites**, menacés de massacre si le régime actuel s'écroule.

Pendant de nombreux siècles, les Alaouites ont été les personnes les plus faibles, les plus pauvres, les plus méprisées, les plus arriérées de Syrie. Or ils forment aujourd'hui son élite dirigeante, ils dominent le gouvernement et détiennent les postes militaires clés.

Comment cette transformation est-elle arrivée ?

Les Alaouites constituent un groupe d'environ un million trois cent mille personnes, dont un million vivent en Syrie. Ils constituent environ 12 pour cent de la population syrienne et les trois quarts d'entre eux vivent dans la province de Latakieh au nord-ouest de la Syrie, où ils représentent près des deux tiers de la population. Ils pratiquent l'Alaouisme, une religion qu'eux-mêmes considèrent généralement comme musulmane, mais que les musulmans sunnites rejettent comme hérétique.

Le mouvement religieux des Alaouites date du IX^e siècle. Son fondateur, Mohamed Ibn Noçaïr, un musulman chiite natif de Bassora dans l'Irak actuel), a développé une doctrine éloignée des principes fondamentaux de l'Islam. L'Alaouisme érige en effet Ali, gendre de Mahomet, au sommet d'une trinité comprenant Mahomet et son compagnon Salman al-Farisi, un perse zoroastrien à la recherche de la Vérité. Il emprunte dans son livre fondateur, El Kitab madjmou El A'Yad (le Livre recueil des Fêtes), à certains rites chrétiens et païens et réserve à des initiés exclusivement masculins la connaissance de ses dogmes et de ses pratiques.

Par exemple, l'Alaouisme permet de boire du vin, célèbre de nombreuses fêtes chrétiennes et honore des saints chrétiens. Mais on ne sait pas tout de l'Alaouisme, dont les rites doivent rester secrets, sous peine de mort pour les contrevenants. Les femmes ne sont jamais admises dans ces secrets religieux ; elles n'ont pas l'obligation de se voiler et ont généralement plus de liberté de mouvement que les femmes musulmanes. Comme les Alaouites rejettent la charia, ils ignorent les restrictions alimentaires et les rituels religieux, accordent peu d'attention au jeûne, à l'aumône, et au pèlerinage à la Mecque qu'ils considèrent comme une forme d'idolâtrie. Ils n'ont même pas de lieux de culte, les prières ayant lieu dans des maisons privées, ordinairement chez les chefs religieux.

Même si la religion alaouite n'est rattachée à l'Islam qu'en

apparence, les Alaouites ont l'habitude de revendiquer l'Islam quand cela leur convient. C'est ce qu'ils appellent la *taqiya* (la dissimulation religieuse) destinée à leur éviter d'être persécutés. Car, plus que le judaïsme ou le christianisme, les Alaouites suscitent l'hostilité des musulmans sunnites qui les considèrent comme **des apostats qui n'acceptent pas le principe clé de l'Islam**, à savoir que la dernière révélation de Dieu est allée à Mahomet. Les Chiites sont plus indulgents à leur égard, les taxant simplement de dépasser les limites dans leur déification d'Ali. C'est pourquoi les Alaouites ont toujours été persécutés par les Sunnites, ce qui les a contraints à se retrancher dans les replis montagneux du djebel Ansarieh situé entre le Nord Liban et la Turquie. Ils ont toujours vécu en circuit fermé et ne se sont livrés à aucun prosélytisme envers quelque population que ce soit. Des siècles d'hostilité à leur égard leur a donné la réputation de montagnards féroces et indisciplinés, attaquant les étrangers, pillant les villageois sunnites dans les plaines et se refusant à payer des impôts.

Jusqu'au début du XX^e siècle, en total antagonisme avec la bourgeoisie sunnite des villes, les Alaouites étaient les plus pauvres parmi les pauvres. Leur ascension sociale date de l'arrivée des Français en Syrie, vers 1920.

23 juillet 2012

GRÂCE À LA FRANCE, LES ALAOUTES RELÈVENT LA TÊTE



Achat_collections

www.delcampe.net

Lorsque la France s'est fait, en 1922, confier par la Société des Nations le mandat du Liban et de la Syrie, elle proclama, sous l'autorité du Général Henri Gouraud, la création d'un Grand Liban multiconfessionnel et elle découpa la Syrie en plusieurs entités aux statuts différents pour respecter l'identité de ce que l'on appelait les « minorités compactes ».

La Syrie fut constituée en Fédération, formée de deux États, l'État de Damas et l'État d'Alep, tous deux à majorité sunnite, et de deux territoires autonomes, l'État des Alaouites et le Djebel Druze, auquel s'ajouta l'année suivante le Sandjak d'Alexandrette peuplé d'une minorité turque qui sera cédé à la Turquie dès 1939. Les Chrétiens, dispersés dans tout le pays, ne bénéficièrent d'aucun statut séparé.

L'État alaouite, créé le 1^{er} juillet 1922, disposait d'une faible imposition basse et d'une importante subvention française. Les Alaouites profitèrent rapidement de leur statut en termes de développement comme au plan juridique. Sur les 6500 km² de leur petit territoire furent construits le port de Lattaquié, des hôpitaux, des écoles, des routes. Ils échappèrent au droit musulman en disposant de leurs propres tribunaux pour ce qui relevait du statut personnel.

Les Alaouites ont accepté ces changements avec enthousiasme et, en échange, ont contribué à maintenir la domination française. Ils

se sont déplacés en grand nombre lorsque la plupart des Syriens ont boycotté les élections de janvier 1926 parrainées par la France. Ils ont fourni la moitié des huit bataillons d'infanterie constituant les Troupes Spéciales du Levant, servant de police et de service de renseignement. Ils ont brisé les manifestations sunnites, arrêté les grèves et réprimé les révoltes.

Ils étaient persuadés (ils ne connaissaient pas les détours de la politique française) que le mandat de la France déboucherait sur la reconnaissance définitive d'un État alaouite qui leur permettrait d'échapper à l'éternelle persécution de la part des Sunnites. Or, à partir de 1930, la France sacrifia l'intérêt des minorités alaouites et druzes à ses propres intérêts politiques. En effet, les militants sunnites qui revendiquaient l'indépendance de la Syrie étaient prêts à signer un traité d'amitié avec la France à condition que les Alaouites et les Druzes soient rattachés à la future Syrie indépendante.

Les Alaouites protestèrent énergiquement contre ce projet. C'est ainsi qu'en 1936, six notables alaouites, y compris le grand-père d'Hafez al-Assad, envoyèrent une lettre à Léon Blum dans laquelle ils lui faisaient observer que les Alaouites différaient des Sunnites religieusement et historiquement et qu'ils refusaient d'être rattachés à la Syrie car elle était un État dirigé par les Sunnites qui les considéraient comme des non-croyants. La même année, 450.000 Alaouites adressaient au gouvernement français une pétition dans laquelle ils déclaraient notamment que « Les Alaouites croient qu'ils sont des êtres humains, pas des bêtes prêtes à l'abattage. Aucune puissance au monde ne peut les forcer à accepter le joug de leurs ennemis traditionnels et héréditaires en étant leurs esclaves pour toujours. » Mais les Alaouites eurent beau attirer l'attention de Paris sur les risques de ce rattachement et demander, à défaut de leur indépendance, leur rattachement au Liban, rien n'y fit. Le 9 septembre 1936, le gouvernement français signait un traité franco-syrien qui rattachait le territoire des Alaouites à la Syrie.

En avril 1946, lorsque les Anglais évacuèrent la Syrie, les Alaouites retombèrent donc sous la coupe des Sunnites.

26 juillet 2012

LES ALAOUTITES À LA CONQUÊTE DU POUVOIR



Dés leur prise de pouvoir en Syrie, les Sunnites abolissent l'Etat alaouite, dissolvent les unités militaires alaouites, suppriment les sièges des Alaouites au Parlement ainsi que les tribunaux qui appliquaient les lois alaouites au statut personnel.

De leur côté, les Alaouites, ayant compris que leur avenir se situait irrévocablement au sein de la Syrie, s'organisèrent pour accéder au pouvoir.

L'armée restait un refuge pour les minorités. Pour les grandes familles de l'aristocratie sunnite, l'Académie militaire d'Homs n'était bonne que pour accueillir les paresseux ou les classes subalternes. En outre, craignant que l'armée ne soit un outil pour faire des coups d'États, les dirigeants sunnites se sont efforcés de déconsidérer la carrière militaire. Mais pour les ruraux qu'étaient les Alaouites, l'armée, dont ils n'avaient d'ailleurs pas les moyens de s'exempter, restait un moyen de vivre décemment.

On a ainsi vu les Alaouites constituer la majorité des soldats et les deux tiers des sous-officiers de l'armée syrienne. Pour les officiers, les Sunnites ont cru habiles de se réserver les postes de haut rang. Cette politique discriminatoire les a desservis au cours du temps, car ces officiers supérieurs se sont consacrés à s'éliminer entre eux au cours des nombreux coups d'Etat militaires qui ont eu lieu entre 1949 et 1963. Progressivement, les officiers alaouites les ont remplacés, et au fur et à mesure où ces derniers montaient en grade, ils ont fait entrer leurs parents dans l'armée. Les Alaouites ont pratiqué la même politique d'entrisme dans le parti Ba'th, d'autant plus qu'ils adhéraient volontiers à son idéologie, sociale et laïque.

À partir de 1963, en trois coups d'État, celui de mars 1963 initié par le parti Ba'th, celui de 1966 organisé par les Alaouites et le dernier dirigé par Assad en novembre 1970, les Alaouites se sont progressivement installés au pouvoir. En 1963, si le président nommé par le parti Ba'th, Amin al-Hafiz, était un sunnite, il n'a pas pu empêcher les Alaouites de devenir majoritaires parmi les officiers, avec le soutien des Druzes et des Ismaéliens. Dès cette époque, certaines unités furent uniquement constituées d'Alaouites. En même temps, les Alaouites sont entrés en nombre dans le parti Ba'th, au point que les nouvelles adhésions alaouites firent quintupler en un an le nombre des adhérents au parti.

Inquiet de cette stratégie d'infiltration, le président Amin al-Hafiz a fini par décider en février 1966 d'éliminer 30 officiers alaouites, mais c'était trop tard. Par un nouveau coup d'État particulièrement sanglant, les Alaouites s'emparèrent du pouvoir le 23 février 1966 en poursuivant l'élimination des officiers sunnites. Cette main-mise alaouite sur le pouvoir provoqua des révoltes de la part des autres communautés syriennes, alors même que deux rivaux alaouites se disputaient le pouvoir, Salah Jadid et Hafez el-Assad. La guerre de septembre 1970 entre l'OLP et le gouvernement jordanien et la défaite de l'armée syrienne offrirent à Hafez el-Assad l'opportunité de l'emporter par un dixième coup d'Etat militaire en dix-sept ans, qui pour une fois ne donna pas lieu à un bain de sang.

Depuis 1970, toutes les tentatives de coup d'État ont échouées. Jusqu'à ces derniers temps où les monarchies du Golfe financent la révolte des Sunnites syriens avec le soutien des américains et des européens qui invoquent les Droits de l'Homme, le pouvoir en Syrie semblait solidement tenu par les Alaouites regroupés autour de la famille el-Assad.

1^{er} août 2012

AVANT LA CHUTE DES EL-ASSAD



Compte tenu de la guerre menée par les monarchies sunnites du Golfe contre les Alaouites dirigés par la famille el-Assad, une guerre voulue et coordonnée par les Etats-Unis pour des raisons stratégiques qui me paraissent particulièrement machiavéliques, on ne voit pas comment les el-Assad vont pouvoir résister indéfiniment avec pour faibles alliés, l'Iran, la Russie et vaguement la Chine.

Avant cette chute programmée par les puissances anglo-saxonnes et ses probables sanglantes conséquences, jetons un dernier coup d'œil sur la montée au pouvoir des el-Assad.

Hafiz ibn Ali ibn Suleyman el-Assad, l'homme qui a pris la tête de la longue lutte qu'ont menée les Alaouites pour le contrôle de la Syrie, est né le 6 octobre 1930 à Qardaha, dans le fief des Alaouites que constitue le djebel Ansarieh au sud de la Turquie.

Enfant, Hafiz s'est révélé un bon élève qui a pu d'intégrer en 1940, sous le mandat français, le Collège de Lattaquié. En 1944, il changea son nom de Wahsh, qui signifie «bête sauvage» en celui d'el-Assad, qui signifie «le lion». En 1950, il s'inscrit à l'Académie militaire d'Homs dont il est diplômé en 1952, puis à l'école de l'air d'Alep dont il sort pilote de combat en 1954.

Dés l'âge de quinze ans, el-Assad s'était déjà engagé dans l'action politique puisqu'il préside le Comité des étudiants au Collège de Lattaquié, puis l'Union nationale des étudiants. C'est ainsi qu'il rejoint le parti Ba'th peu de temps après sa création en 1947, à l'âge de 17 ans !

Compte tenu de son engagement politique, les dirigeants au pouvoir l'obligent à donner sa démission de l'Armée en 1961 et à accepter un poste mineur au ministère des Transports. En réponse, il se joint à la tentative suivante (et manquée !) de coup d'État, ce qui l'oblige à fuir au Liban d'où il est extradé sans trop

de conséquence puisqu'il se joint au coup d'État d'après (il y en avait sans cesse à cette époque) qui a lieu en 1963 et qui, lui, réussit. Il en profite, non seulement pour réintégrer les rangs de l'armée, mais pour prendre le commandement de l'armée de l'air, si bien qu'en février 1966, le coup d'État suivant s'effectue avec le soutien décisif d'Assad. **C'est ce coup d'État qui porte pour la première fois les Alaouites au pouvoir.** Nommé aussitôt ministre de la Défense, il prend le contrôle de l'ensemble de l'armée puis, par un dernier coup d'État jusqu'à aujourd'hui, il prend la direction de l'État syrien en novembre 1970, en s'appuyant totalement sur les Alaouites.

Ce n'est pas le lieu de faire l'histoire de son règne mais de prendre conscience de la capacité à durer du système de pouvoir mis en place par la famille el-Assad entourée par les Alaouites. Lorsque, âgé de moins de 70 ans, Hafiz el-Assad décède le 10 juin 2000, son fils cadet, Bachar el Assad, est aussitôt intronisé chef de l'État syrien le 20 juin 2000.

Ce dernier est né le 11 septembre 1965 à Damas où **il fait ses études à l'école franco-arabe al-Hurriyet** avant d'entreprendre une formation en médecine. Il exerce le métier de médecin pendant quatre années, de 1988 à 1992, dans un hôpital militaire proche de Damas puis s'installe à Londres pour se spécialiser en ophtalmologie. Il y fait la connaissance de sa future femme, Asma al-Akhras, musulmane de confession sunnite. On l'a compris, Bachar el-Assad n'avait aucune vocation pour la politique, au rebours de son père Hafiz. C'est le décès accidentel dans un accident automobile de son frère aîné, Bassel el-Assad, en 1994, qui le contraint à quitter Londres à la demande pressante de son père, et à entrer à l'Académie militaire d'Homs. En 1999, il devient colonel avant de succéder à son père à la tête de l'État syrien quelques mois plus tard.

Il est élu Président de la République par un référendum qui s'est tenu le 10 juillet 2000, le peuple syrien, qui n'avait guère le choix, espérant qu'il démocratiserait le pays, ce qu'il a effectivement tenté jusqu'en 2003, avant de revenir à une politique plus répressive.

Comme on le sait, une vague de contestation balaie depuis mars 2011 le régime syrien. Aux manifestations a succédé une lutte armée de plus en plus violente qui menace radicalement le régime alaouite au pouvoir en Syrie depuis quarante-deux ans.

L'appartenance ethnique et religieuse est déterminante dans ce conflit, camouflée sous des oripeaux démocratiques et comme les Sunnites représentent près de soixante-dix pour cent de la population syrienne, on peut considérer comme inévitable que les Alaouites, qui constituent une petite minorité méprisée, finiront par perdre le contrôle du pouvoir. Mais d'un autre côté, les Alaouites redoutent d'en subir

des conséquences particulièrement sanglantes, c'est pourquoi ils s'accrochent au pouvoir avec l'énergie du désespoir, regroupés autour de la famille el-Assad.

J'aime ce pays et ses peuples, sunnites, alaouites, druzes, ismaéliens et bien sûr chrétiens, d'autant plus que j'ai enseigné à Damas et que j'ai visité la Syrie, du majestueux Krak des Chevaliers à l'émouvante Palmyre en passant par Homs la turbulente. Je crains que ce conflit ne devienne de plus en plus sanglant et que, comme en Irak, la violence ne redouble lorsque les Alaouites céderont sous la pression...

20 août 2012

LES SCÉNARII SYRIENS DE L'APOCALYPSE



À Alep et ailleurs en Syrie les combats continuent. J'ai consacré, du 20 juillet au 1^{er} août, quatre articles centrés sur la persécution et la prise de pouvoir des Alaouites. Cet article décrit les trois scénarii possibles de l'évolution du conflit syrien.

L'issue la moins probable serait que le régime d'Assad réussisse à mater la rébellion. Sans l'intervention des Etats-Unis, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et des Européens, ce scénario aurait au contraire été le plus probable. Mais la famille Assad n'a jamais exercé une autorité incontestable, car son pouvoir est fondé sur une coalition entre ses partisans alaouites, les chrétiens et d'autres minorités religieuses ou ethniques, comme les Druzes. Ce « gouvernement des minorités » s'était donné pour tâche de contrôler les Arabes sunnites, qui sont majoritaires dans le pays. Mais la décision de l'Arabie saoudite et de la Turquie, appuyée par les Etats-Unis, d'armer et de financer les sunnites a probablement rendu intenable la position d'un régime dirigé par les Alaouites.

Un scénario plus probable est que l'Armée syrienne libre parvienne finalement à chasser Assad, au moins en ce qui concerne certaines régions. **Il y a fort peu de chances que s'instaure ensuite un système politique démocratique.** Les profonds clivages religieux et ethniques qui façonnent la Syrie ne le permettront probablement pas. De plus, on constate que les

éléments islamistes extrémistes commencent à s'imposer au sein de la rébellion, notamment parce que les unités rebelles adoptent des pratiques qui rappellent celles d'Al-Qaïda. Cela n'est pas si étonnant, puisque le régime théocratique d'Arabie Saoudite a une forte influence sur l'opposition syrienne. Si les insurgés parviennent à prendre le contrôle de la majeure partie du pays et à le conserver, la Syrie de l'après Assad sera sans doute dotée d'un régime islamiste et autoritaire.

Le scénario le plus probable reste cependant que la Syrie finisse par éclater en plusieurs Etats autour de critères confessionnels et ethniques, à la manière de la Yougoslavie où se juxtaposent la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro, pas moins de sept États indépendants !

L'armée d'Assad, dominée par les Alaouites, est apparemment en train d'essayer d'établir une zone refuge pour les Alaouites et les chrétiens dans l'ouest du pays. Sauf intervention massive de la Turquie, des Etats-Unis et de leurs alliés européens, le régime d'Assad garde les moyens d'établir une telle entité. Ce sera la première étape du démantèlement de la Syrie. Les Kurdes syriens ont déjà mis en place des postes de contrôle dans le Nord-Ouest de la Syrie, où ils sont majoritaires et où ils cherchent à former un Etat kurde quasiment indépendant, à l'image de la région kurde d'Irak.

D'ores et déjà, la Syrie est devenue un pion dans la lutte d'influence qui oppose l'Arabie Saoudite, la Turquie, les USA appuyée par l'Union Européenne d'un côté, l'Iran et la Russie d'autre part. À moins de prendre ses diplomates pour de doux rêveurs qui croient à l'instauration naturelle de la démocratie de la paix et de la liberté une fois les méchants tyrans chassés, comme le furent Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, le fait que les USA se prêtent à une déstabilisation aussi dangereuse de la région est **révélateur de leurs calculs machiavéliques pour s'assurer du contrôle du Moyen Orient en s'appuyant sur les sunnites, même les plus extrémistes.**

Il est révélateur aussi que l'Europe suive béatement la politique des alliés américains et saoudiens, au nom des Droits de l'Homme, comme si ces derniers devaient progresser avec les développements actuels et futurs de cette tragédie...

27 août 2013

AU NOM DES DROITS DE L'HOMME, LE MARTYRE SYRIEN



Au nom des droits de l'homme ou du droit du plus fort ?

L'année dernière, j'ai publié une série de blogs pour montrer toute la complexité de la situation syrienne, au regard des rapports conflictuels entre les Alaouites et les Sunnites, les premiers étant soutenus, en tant que minorités longtemps opprimées par les seconds, par les Druzes et les Chrétiens. La politique du big stick n'a malheureusement que faire de ces subtilités.

Au moment où j'écris ces lignes, une coalition dirigée par le gouvernement américain et rassemblant les gouvernements anglais, français, turcs, qataris et saoudiens s'apprête à bombarder les principaux centres du pouvoir syrien. J'écris « gouvernements » parce que les opinions publiques ont, peu à peu, pris conscience de la complexité d'une situation qui est présentée par les medias d'une façon binaire, le méchant Assad d'un côté et les gentils syriens de l'autre, pratiquement tous révoltés contre la dictature du premier.

Or, l'aboutissement actuel des faits était prévisible

Depuis plus d'un an, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar et dans une moindre mesure, la Turquie, **au nom de la liberté du peuple syrien**, encouragent ouvertement, financent totalement, forment et encadrent sans complexes les diverses oppositions syriennes au système Assad et des dizaines de milliers de mercenaires accourus de tout le Moyen-Orient et de l'Europe, alléchés par l'odeur de l'argent, des

pillages et des massacres. En effet, **quoi de plus jouissif que de tuer, de violer et de piller au nom des droits de l'homme ?**

Du côté gouvernemental syrien, une forte partie de la population du pays (mais quelle proportion je l'ignore) formée d'Alaouites, de Sunnites ralliés, de Druzes et de Chrétiens, appuyée par l'Iran et la Russie, résistent à cet assaut formidable. Pire encore, du point de vue de la coalition hétéroclite des oppositions et des soudards, les forces gouvernementales regagnent du terrain, si bien que l'on peut désormais envisager une victoire de l'État syrien et de ses alliés sur les amis de circonstance du gendarme du monde.

Inacceptable défaite pour les États-Unis, pas plus que n'était acceptable pour Ronald Reagan une victoire de l'Iran contre l'Irak qui le poussa à laisser gazer des milliers de civils iraniens par Saddam Hussein. La solution est donc simple, comme en Irak : inventer un crime de guerre et en punir le présumé coupable.

- Je fais l'hypothèse que l'on ne prouvera rien et que cela n'empêchera pas le gouvernement américain d'intervenir en représailles à un crime attribué d'office au gouvernement syrien.
- Je fais l'hypothèse que lorsque les bombardements auront eu lieu, les medias utiliseront un raisonnement logique inversé pour nous persuader que nos dirigeants n'auraient jamais accepté d'y recourir s'ils n'avaient pas été intimement persuadés de la culpabilité du gouvernement syrien. « Si je l'ai tué, c'est bien la preuve qu'il était coupable » dit le Sheriff.
- Je fais l'hypothèse inverse que la vérité ne réside pas dans l'utilisation de gaz toxiques par un gouvernement syrien, qui n'en a pas besoin pour gagner et qui sait que ce serait franchir la ligne rouge tracée par Obama.
- Je fais même l'hypothèse que la vérité se situe à l'opposé : puisque cette ligne rouge a été tracée, il suffit de répandre le gaz, avec ou sans l'aide ou la bénédiction de services spéciaux, et d'accuser le gouvernement syrien d'en être l'auteur pour que le rapport de force s'inverse et que les missiles salvateurs s'abattent sur le régime honni.

À cet égard, on me pardonnera de douter fortement de l'angélisme du gouvernement américain, et des gouvernements en général, si l'on veut bien se souvenir que ce fut la méthode utilisée par les Bosniaques qui n'hésitèrent pas à bombarder leur propre population sur le marché de Sarajevo pour faire condamner la « barbarie » serbe et justifier l'intervention occidentale.

On se souviendra aussi de l'aplomb du général Powell apportant les « preuves » de la détention d'armes de destruction massive

par Saddam Hussein au Conseil de Sécurité de l'ONU et de la défiance de bon aloi exprimée par le gouvernement français d'alors.

On se souviendra de plus que ce Président Obama, salué à son avènement comme l'espoir des humanistes du monde entier, n'hésite pas à ordonner quotidiennement ou presque, par drones interposés, d'assassiner sans jugement ceux qui lui sont désignés comme des terroristes.

On se souviendra enfin du cynisme de ces hypocrites « démocrates » qui organisent un système massif d'espionnage illégal, sans songer un instant à se justifier, à s'excuser et à démissionner.

Mais, quelle que soit l'origine de l'utilisation des gaz toxiques, il reste que le but du Sheriff américain est clair : au moment où les troupes américaines se préparent à quitter l'Afghanistan, **montrer que l'on ne peut pas résister impunément au Moyen-Orient aux oukases américains.**

Comme la suite de cette démonstration de force provoquera au minimum une montée de la haine anti-américaine, au maximum un conflit généralisé au Moyen-Orient et infligera dans tous les cas un massacre supplémentaire au peuple syrien, je me demande au nom de quel droit et de quels intérêts, à rebours de l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne mêlent leurs voix de roquets à cette écoeurante curée...

15 octobre 2015

LE GRAND JEU



LE BOMBARDIER TACTIQUE RUSSE SU-34

L'intervention de l'aviation russe dans le borbier syrien a bouleversé la donne stratégique au Moyen-Orient et mis à jour les calculs des différents acteurs de ce « grand jeu » qui a fait plus de deux cent quarante mille victimes et des millions de réfugiés en quatre années et demi de guerre.

Avec seulement 34 bombardiers tactiques SU-24M et SU-34, 12 avions d'attaque SU-25, 7 hélicoptères d'attaque MI-24 et un nombre inconnu de chasseurs SU-30, l'aviation russe a renversé l'équilibre des forces. En quelques jours, on a découvert qu'un groupe aérien déterminé et renseigné pouvait affaiblir rapidement la résistance de troupes semi équipées et diversement organisées qui doivent dorénavant faire face à la contre offensive de l'armée syrienne.

Les Etats-Unis, la France, la Turquie et tous les alliés en ont été mortifiés, mais ils ont dû se contenter d'accuser la Russie de ne pas s'attaquer à l'EI. En l'occurrence, ils se trouvent placés dans une situation impossible, puisque la Russie a le droit et la cohérence pour elle en intervenant en Syrie à la demande de son gouvernement légitime. Que peuvent lui reprocher des États qui y sont présents dans l'illégalité ? Tout au plus de soutenir un gouvernement qu'elles accusent d'être trop brutalement répressif, mais comme il est l'adversaire de l'EI qui le dépasse largement en violence, l'argument peut être retourné.

De plus les deux cent quarante mille morts de la guerre syrienne ne sont pas tous des victimes de Bachar El Assad, loin de là. Selon l'OSDH qui estime que ce sont des chiffres minima, au 19

mars 2015 les forces du régime syrien comptaient 84409 morts alors que les diverses forces d'opposition, islamiques ou non, en dénombraient 73544 auxquels s'ajoutaient 8000 morts pour les forces de l'EI. De plus, 111624 civils avaient payé de leur vie leur présence sur le terrain. On pourrait donc reprocher aux Etats-Unis et à leurs alliés, en encourageant et en armant les rebelles, d'être comptable au même titre que l'État syrien de ces deux cent quarante mille morts.

Au-delà des arguments politiques pour les naïfs, les uns se réclamant des Droits de l'Homme et les autres de la Légalité, il reste que la situation stratégique est chamboulée.

On voit désormais clairement que les Etats-Unis et leurs affidés visaient à la disparition du régime syrien pour le remplacer par un État à dominante sunnite qui aurait été leur obligé. Ils en auraient tiré l'avantage d'affaiblir la Russie et l'Iran, mais aussi de récupérer accessoirement l'exploitation de l'énorme champ gazier et pétrolier situé au large de la Méditerranée Orientale, de l'Egypte à la Turquie et à la Grèce, en passant par la Syrie, qui a été curieusement découvert peu avant le début de la guerre.

Cet enjeu stratégique justifiait à leurs yeux la prolongation de la guerre et l'existence provisoire de l'Etat Islamique tant que ce dernier contribuait à ce dessein en affaiblissant Assad.

Une fois le régime syrien tombé, ils auraient pu même s'offrir les gants de s'attaquer sérieusement à l'EI, ce qui leur aurait permis de « démontrer » que ce renversement était bien la condition sine qua non de son éradication. En d'autres termes, ils rêvaient d'obtenir à la fois le beurre (la Syrie et ses champs gaziers) et l'argent du beurre (la justification morale a posteriori de leur stratégie).

Mais voilà que la Russie, avec l'aide de l'Iran, s'est décidée à contrer directement ce plan. Elle s'appuie sur les régimes alliés de la Syrie et de l'Irak qui échappe de plus en plus à l'influence américaine. Ces forces combinées ont probablement les moyens de bousculer les diverses troupes des opposants, en premier lieu dans le triangle Lattaquié Homs Alep, avant de se retourner vers d'autres zones moins névralgiques. Les Etats-Unis n'ont plus que le choix de livrer des armes aux rebelles, sans doute en vain, ou d'attaquer directement les troupes syriennes et iraniennes en affrontant l'aviation russe, ce qui constituerait une escalade considérable pour un enjeu somme toute secondaire.

Il est plus probable qu'ils vont devoir traiter avec la Russie et faire leur deuil du contrôle de la Syrie, mais il s'agit clairement de **l'échec d'une stratégie fondée sur la sous-estimation de la volonté russe de leur résister** et qui les avait pourtant déjà conduit à s'embourber en Ukraine.

Accessoirement, le révélateur syrien nous montre bien que toute

propagande, qui s'appuie fatalement sur de grands idéaux comme les Droits de l'Homme, n'est qu'un outil stratégique destiné à modifier les rapports de force en faveur de celui qui les invoque. L'outil a été utilisé en Afghanistan, en Irak, au Kosovo et en Libye avec des « succès » divers en termes de morts et de chaos qui rendent incertains les progrès en termes de Droits de l'Homme dans ces pays, encore que les bénéfiques, pour ceux qui les invoquaient, devaient sans doute se situer ailleurs.

Mais cette fois-ci, cela n'a pas marché et du coup le gaz et le pétrole syriens resteront russes...

